

l'armistice, et "que moins d'un quart de ses membres n'ont jamais été au feu du côté des Alliés et que la plupart des autres ont été recrutés parmi les prisonniers de guerre qui avaient combattu dans les rangs de l'armée allemande". Le Canada ne fera ainsi qu'aider les intrigants politiques du calibre du général Anders en promettant à leurs partisans de les laisser entrer au pays.

Par conséquent, nous insistons pour que l'on donne aux troupes polonaises en Grande-Bretagne toutes les chances d'opter librement pour leur retour dans leurs familles et dans leur pays où on les attend avec impatience et où on a besoin d'eux pour le travail de reconstruction. Et, s'il se trouve encore quelques irréductibles, ils ne constituent pas, tant s'en faut, le genre d'immigrants dont le Canada a besoin. Au point de vue économique, ils ne seraient d'aucun avantage. Leur intention apparaît clairement de continuer leur lutte politique en se servant de notre pays comme base d'opérations. Nous ne tenons guère aux réactionnaires mécontents venus d'Europe, mais nous voulons de braves gens bien disposés et capables de travailler.

J'ajouterai que la semaine dernière le général Anders déclarait solennellement dans un ordre du jour que, partout où il irait, son intention était de continuer la lutte pour ce qu'il entend être une Pologne libre à sa façon. On comprend ce que signifie cette remarque. Nous pensons alors que le Canada se ferait partisan de ces luttes politiques s'il invitait à entrer au pays ces groupes d'individus qui avouent être décidés à combattre leur propre patrie.

LE PRÉSIDENT: Veuillez développer un peu plus cette assertion: "La raison pour laquelle ces groupes essaient d'obtenir leur entrée au Canada ne réside pas dans le fait qu'ils n'ont pas de foyers mais dans leur refus de retourner chez eux." Qu'entendez-vous par cela?

M. DUTKIEWICZ: Eh bien! monsieur, l'orateur qui m'a précédé l'a fort bien expliqué. Il a dit que la Pologne n'est point libre, qu'elle est une sorte de Sibérie. C'est ainsi que l'on a berné les militaires depuis plusieurs années.

L'hon. M. ROEBUCK: Je ne pense pas que M. Grocholski ait employé le terme "Sibérie".

M. DUTKIEWICZ: Je pense qu'il reconnaîtra avoir employé le mot Sibérie. Ce fut afin de s'assurer combien de vérité il y avait dans cette sorte de propagande que certains d'entre nous sont allés en Pologne. M. Grocholski et son organisme refusèrent d'y aller quand nous leur avons suggéré de se joindre à nous. Après avoir obtenu notre passage et alors que nous avions déjà un pied sur le bateau, ils dirent: "Nous croyons que nous irons." Ils ne purent faire les préparatifs en un ou deux jours et ils manquèrent le bateau. Ce n'est pas le Gouvernement qui refusa de les laisser partir, ce sont eux qui refusèrent d'aller.

LE PRÉSIDENT: En un mot, il y a autant de divergences d'opinions chez vous, Polonais, que dans le reste du monde?

M. DUTKIEWICZ: Je crains que cela soit vrai, monsieur.

LE PRÉSIDENT: Vous n'êtes pas tout à fait du même avis que l'orateur précédent.

M. DUTKIEWICZ: Je n'ai pas été envoyé en Sibérie; j'ai vu des millions de personnes en Pologne et personne ne m'a parlé de gens expédiés en Sibérie. J'ai partagé une chambre avec le général Monde qui arrivait de France. Il n'a pas été expédié en Sibérie; on lui accorda un poste élevé. Les évêques y retournent aussi. Certains ont l'audace d'affirmer qu'il n'y a pas de liberté en Pologne. C'est de la calomnie de la pire espèce. Je proteste fortement contre de telles assertions.

LE PRÉSIDENT: Laissez-moi vous lire l'alinéa suivant de votre exposé. "Et s'il se trouve encore quelques irréductibles, ils ne constituent pas, tant s'en faut, le genre d'immigrants dont le Canada a besoin. Au point de vue économique, ils ne seraient d'aucun avantage." Que voulez-vous dire par cela?